



Un contexte économique toujours favorable dans l'ensemble

Au deuxième trimestre 2017, l'emploi salarié marchand continue sa progression (+ 0,3 %) en Île-de-France. En glissement annuel, cette croissance (+ 1,8 %) est principalement portée par le secteur tertiaire, dont la dynamique ralentit toutefois par rapport aux trimestres précédents. Le taux de chômage francilien diminue de 0,2 point par rapport au premier trimestre et s'établit à 8,1 % de la population active. De janvier à juillet 2017, les créations d'entreprises sont plus nombreuses qu'un an auparavant. Dans la construction, le regain d'activité se poursuit et se traduit par des créations d'emplois. La fréquentation hôtelière continue de rebondir, approchant ses niveaux de début 2015.

Joseph Chevrot, Michèle Debosque, Samuel Deheeger, Denis Rabadeux, Insee Île-de-France
Benoit Trinquier, Direccte Île-de-France

La hausse de l'emploi se poursuit inégalement selon les départements

Avec 13 700 emplois supplémentaires, l'emploi salarié marchand poursuit sa progression au deuxième trimestre 2017 (+ 0,3 % par rapport au trimestre précédent). Cette hausse est légèrement inférieure à celle de France métropolitaine (+ 0,4 %) (*figure 1*).

En un an, elle atteint toutefois + 1,8 % (soit 72 500 emplois supplémentaires) contre + 1,6 % en France métropolitaine (249 700 emplois supplémentaires). Au sein de la région, l'emploi est particulièrement dynamique en Seine-et-Marne (+ 3,0 %), dans le Val-d'Oise (+ 2,3 %), en Essonne (+ 2,1 %) et à Paris (+ 2,0 %). Cette hausse est en revanche plus faible dans les autres départements franciliens, en particulier dans les Hauts-de-Seine (+ 0,8 %).

Au deuxième trimestre 2017, l'intérim a gagné 5 500 emplois par rapport au trimestre précédent (+ 5,2 %), soit une croissance plus rapide qu'au niveau national (+ 3,3 %). En un an, ce secteur a ainsi gagné 22 650 postes (+ 22,6 %) dans la région.

Le secteur tertiaire marchand hors intérim représente 80 % de l'emploi salarié marchand total de la région francilienne. Bien que ce secteur continue de croître, sa progression est ralentie : + 8 500 postes, soit + 0,3 % au deuxième trimestre contre + 0,5 % précédemment (*figure 2*). Sur un an, ce sont 49 600 postes créés, soit + 1,5 %. Cette progression s'observe particulièrement dans le secteur de l'hébergement et de la restauration (8 800 postes supplémentaires en un an, soit + 3,0 % par rapport à 2016). L'information et la communication et les services aux entreprises enregistrent une hausse

de 2,0 % soit respectivement 7 700 et 18 400 postes supplémentaires. Le commerce, quant à lui, reste stable avec + 0,1 %.

Après avoir renoué avec des créations d'emplois depuis le troisième trimestre 2016, le secteur de la construction a confirmé son dynamisme au deuxième trimestre 2017 (1 900 postes supplémentaires, soit + 0,7 %). En un an, le gain est d'un peu plus de 6 000 postes, soit une hausse de 2,3 %. Cette dynamique semble durable à court terme grâce à l'élan donné par le Grand Paris Express et les Jeux olympiques de 2024.

1 Évolution de l'emploi salarié marchand

Indice base 100 au 1^{er} trimestre 2005

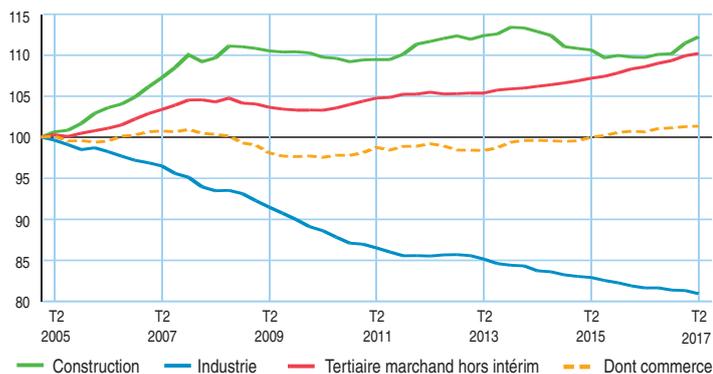


Données CVS, en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires. Champ : ensemble des secteurs hors agriculture, administration, éducation, santé et action sociale et salariés des particuliers employeurs.

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoss-Urssaf, Dares, Insee.

2 Évolution de l'emploi salarié marchand par secteur en Île-de-France

Indice base 100 au 1^{er} trimestre 2005



Données CVS, en fin de trimestre. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires. Champ : ensemble des secteurs hors agriculture, administration, éducation, santé et action sociale et salariés des particuliers employeurs.

Sources : Insee, estimations d'emploi ; estimations trimestrielles Acoess-Urssaf, Dares, Insee.

En revanche, après une stabilité au trimestre précédent, l'emploi industriel enregistre un repli ce trimestre (- 2 200 postes, soit - 0,5 %), portant les pertes d'emplois à près de 4 000 postes sur un an, soit - 0,9 % (- 0,4 % en France métropolitaine).

Nouvelle baisse du taux de chômage en Île-de-France

Le taux de chômage francilien poursuit sa baisse au deuxième trimestre 2017 (- 0,2 point), s'établissant à 8,1 % de la population active (figure 3). En France métropolitaine, il recule de 0,1 point et atteint 9,2 %. En un an, le taux de chômage a reculé de 0,5 point dans la région comme en France métropolitaine. La baisse la plus significative sur un an s'observe en Seine-Saint-Denis (- 0,7 point), département où le taux de chômage reste néanmoins le plus élevé (11,9 %). Au deuxième trimestre 2017, il diminue pour Paris, la Seine-Saint-Denis et le Val-de-Marne au même rythme que dans la région (- 0,2 point) et plus légèrement dans tous les autres départements (- 0,1 point).

Avertissement - À partir des résultats du premier trimestre 2017, les estimations trimestrielles d'emploi localisées commentées dans les notes de conjoncture régionale sont réalisées en partenariat avec l'Acoess et les Urssaf (champ hors intérim) ainsi que la Dares (sur l'intérim). La synthèse de l'ensemble des éléments est assurée par l'Insee. Parallèlement aux publications régionales de l'Insee, les Urssaf publient des StatUr notamment sur les effectifs salariés. Les niveaux publiés dans ces deux publications sont différents (emploi en personnes physiques pour l'Insee contre nombre de postes pour les Urssaf) en raison des écarts de champ et de concept.

Sur le champ commun, les taux d'évolutions peuvent différer légèrement sur les échelons agrégés présentés dans les notes de conjoncture et les StatUr, compte tenu d'effets de composition liés aux écarts de niveaux.

Par ailleurs, l'introduction de la Déclaration sociale nominative (DSN) en remplacement du bordereau récapitulatif de cotisations (BRC) peut transitoirement affecter les comportements déclaratifs des entreprises. Durant la phase de montée en charge de la DSN, des adaptations sont réalisées dans la chaîne de traitement statistique des estimations d'emploi afin de tenir compte de ces changements. Ces modifications sont susceptibles de générer des révisions accrues sur les données.

3 Taux de chômage (en %)



Données trimestrielles CVS. Les données du dernier trimestre affiché sont provisoires.

Source : Insee, taux de chômage au sens du BIT et taux de chômage localisé.

La demande d'emploi poursuit sa hausse

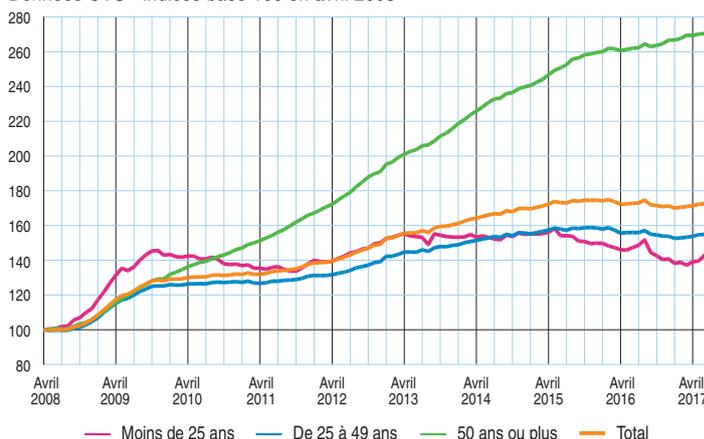
Fin juillet 2017, 991 240 demandeurs d'emploi sont inscrits à Pôle emploi en catégories A, B ou C. Ce chiffre augmente de 2,2 % sur les trois derniers mois. Sur un an, la hausse est proche de celle observée en France métropolitaine, bien que légèrement inférieure (+ 2,9 % contre + 3,1 %). En revanche, pour les demandeurs d'emploi de catégorie A (ceux n'ayant pas travaillé durant le mois précédent), la progression est plus forte dans la région, tant sur les trois derniers mois (+ 1,7 % contre + 1,3 % en France métropolitaine) que sur l'année (+ 0,8 % contre + 0,1 %). Alors qu'il était orienté à la baisse au second semestre 2016, le nombre de demandeurs d'emploi en catégorie A semble repartir à la hausse depuis le début de l'année.

En baisse de 1,5 % sur un an, le nombre de jeunes (moins de 25 ans) inscrits en catégories A, B ou C augmente assez fortement sur le trimestre (+ 3,7 %). Chez les seniors (50 ans ou plus), qui représentent un quart des demandeurs d'emploi franciliens, l'augmentation est moins soutenue (+ 1,6 %) mais demeure élevée sur un an (+ 6,1 %) (figure 4).

Comme en France métropolitaine, la demande d'emploi des femmes progresse plus nettement que celle des hommes (+ 2,6 % contre + 1,7 % pour les hommes sur trois mois en catégories A, B ou C). La demande d'emploi de longue durée (les demandeurs inscrits depuis au moins un an) reste en hausse (+ 2,0 %, soit 417 610 personnes fin juillet 2017).

4 Évolution du nombre de demandeurs d'emploi franciliens

Données CVS - indices base 100 en avril 2008



Champ : demandeurs d'emploi de catégorie A inscrits en fin de mois.

Source : Pôle emploi, Dares.

La création d'entreprises confirme son dynamisme

Les créations d'entreprises ont augmenté dans la région depuis le début de l'année : de janvier à juillet 2017, plus de 100 000 entreprises ont été créées, soit une hausse significative de 7,4 % par rapport à la même période un an plus tôt (figure 5) et plus soutenue qu'au niveau national (+ 3,5 %). Les créations d'entreprises, autres que micro-entreprises, ont continué d'augmenter dans la région pendant ces sept mois (+ 5,7 %), plus rapidement qu'en France métropolitaine. Chez les micro-entrepreneurs, les créations progressent aussi (+ 9,5 %) grâce à un mois de juillet particulièrement dynamique (+ 31,4 %). Ce dernier mois s'est avéré nettement plus propice à la création d'entreprises avec une progression de 17,3 % par rapport à 2016 pour la région (contre + 13,2 % au niveau métropolitain). La part des créations sous forme de micro-entrepreneuriat s'établit à 46,6 % en Île-de-France (contre 39,8 % en France métropolitaine).

Depuis le début de l'année, deux secteurs se distinguent par le nombre de créations d'entreprises en Île-de-France : d'une part le secteur regroupant les activités spécialisées, scientifiques et techniques et activités de services administratifs et de soutien, et d'autre part celui du commerce, transport, hébergement et restauration. En effet, chacun

5 Créations d'entreprises en Île-de-France

Créations d'entreprises	Janvier à juillet 2017		Évolution en glissement annuel (en %)*		
	Total créations	Part des micro-entreprises (en %)	Total créations	Micro-entreprises	Créations hors micro-entreprises
Industrie	2 446	33,2	1,7	-27,1	26,4
Construction	7 778	22,1	-3,1	-29,6	8,4
Commerce, transports, hébergement, restauration	30 843	40,6	6,6	11,0	3,9
Information et communication	8 214	44,6	4,9	2,8	6,6
Activités financières	3 060	15,6	4,9	0,6	5,7
Activités immobilières	2 995	20,1	7,5	23,1	4,1
Activités de services**	30 974	57,4	13,7	19,9	6,3
Enseignement, santé, action sociale	8 824	62,2	8,2	12,6	1,5
Autres activités de services	6 710	64,7	3,5	2,6	5,1
Total Île-de-France	101 844	46,6	7,4	9,5	5,7
Total France métropolitaine	334 807	39,8	3,5	2,3	4,3

* Évolution du cumul de janvier à juillet 2017 par rapport au même cumul en 2016.

** Activités spécialisées, scientifiques et techniques et activités de services administratifs et de soutien (niveau A10, NAF rév 2).

Champ : activités marchandes hors agriculture.

Source : Insee, Répertoire des entreprises et des établissements.

de ces secteurs a créé plus de 30 000 entreprises (soit respectivement + 13,7 % et + 6,6 % par rapport à la même période de l'an dernier). Le secteur de l'enseignement, de la santé et de l'action sociale progresse lui aussi (+ 8,2 %). La vitalité du secteur immobilier perdure (+ 25,0 % en juillet après + 12,8 % en juin). Les créations dans les domaines de l'information et la communication et des activités financières rebondissent (de l'ordre de + 19 % et + 16 % en juillet par rapport à l'an passé). Dans la construction, les créations se replient légèrement (- 3,1 % sur l'année en cours), essentiellement du fait de l'effondrement des créations de micro-entreprises (- 29,6 %). Les créations hors micro-entrepreneuriat dans ce secteur sont a contrario en nette hausse (+ 26,4 %). Les créations dans l'industrie, qui représentent environ 2,5 % des créations totales, augmentent très légèrement (+ 1,7 %), la nette embellie hors micro-entrepreneuriat étant absorbée par le déclin pour les micro-entreprises (- 27,1 %).

Le nombre de défaillances d'entreprises, en cumul annuel, continue de diminuer en Île-de-France. À la fin du mois de juin 2017, elles baissent dans la région de 2,2 % par rapport à juin 2016. Cette diminution est cependant moins marquée qu'en France métropolitaine (- 6,6 %), et ce depuis plusieurs mois (figure 6). Le secteur du transport et de l'entrepôt est le plus touché (+ 13,7 %). À l'inverse, les secteurs des activités financières et d'assurance, la construction et l'industrie (respectivement - 11,0 %, - 6,1 % et - 6,2 %) se replient nettement.

6 Défaillances d'entreprises

Indice base 100 en janvier 2005



Données mensuelles brutes au 24 août 2017, en date de jugement. Chaque point représente la moyenne des douze derniers mois.

Source : Fiben Banque de France.

Le rythme de la construction de logements reste soutenu

Dans le secteur de la construction, les perspectives d'activité sont toujours optimistes en Île-de-France. Fin juillet 2017, le nombre de logements autorisés à être construits dans la région est en hausse (+ 15,6 % au cours des douze derniers mois, contre + 14,0 % au niveau

national : cela correspond à 96 500 logements contre 83 500 un an auparavant). La conjoncture est favorable aussi pour les logements dont la construction a commencé dans la région au cours des douze derniers mois (+ 15,8 % et + 15,1 % en France métropolitaine par rapport aux douze mois précédents). Ils représentent 77 100 logements contre 66 600 sur les douze mois précédents (figure 7).

7 Évolution du nombre de logements commencés

Indice base 100 en janvier 2005



Données mensuelles brutes, en date réelle. Chaque point représente l'évolution du cumul des 12 derniers mois.

Source : SDES, Sit@del2.

Fin juillet 2017, les surfaces de plancher des locaux autorisés à la construction (en milliers de m²) sont en forte hausse en Île-de-France (+ 22,8 %) par rapport aux douze mois précédents, soit nettement plus qu'en France métropolitaine (+ 7,3 %). La surface des locaux dont la construction a débuté augmente en Île-de-France (+ 6,5 % par rapport aux douze mois précédents) à un rythme se rapprochant du niveau national (+ 4,1 %).

Enfin, les ventes de logements neufs sont en baisse au deuxième trimestre 2017 par rapport au même trimestre de 2016 (- 12,7 %), soit le repli le plus conséquent observé depuis trois ans. Cette baisse est plus marquée qu'au niveau national (- 9,3 %). Les prix de vente de logements neufs au m² ont diminué de 0,7 % dans la région par rapport au deuxième trimestre 2016 et de 0,3 % par rapport au trimestre précédent.

Autres contributeurs du diagnostic conjoncturel

Banque de France : Danièle Koubi

CERC : Hervé Vibert

Crocis de la CCI Paris Île-de-France : Mickaël Le Priol

DRIEA : Philippe Monier

Pôle emploi : Damaris Phelippe

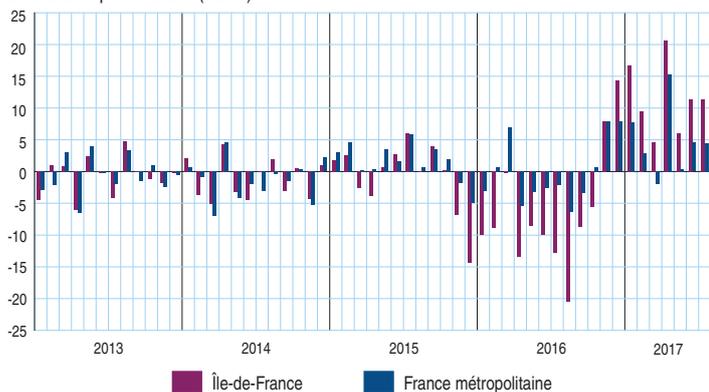
PRIF : Christophe Centonze

Région Île-de-France : Florence Rey

Urssaf Île-de-France : Matthieu Goussot

8 Évolution du nombre de nuitées hôtelières

Évolution du nombre de nuitées hôtelières du mois de l'année n par rapport au mois de l'année précédente (en %)



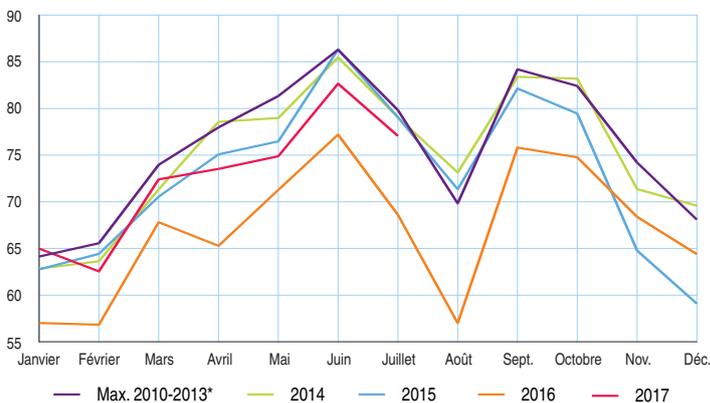
Source : Insee, DGE, Comité régional du tourisme, enquête de fréquentation hôtelière.

Une fréquentation hôtelière au-dessus de son niveau de 2015

Au cours des sept premiers mois de 2017, les hôtels franciliens ont enregistré 4 millions de nuitées de plus qu'en 2016 (+ 11,2 %). Cette hausse compense la perte très significative de l'an dernier par rapport à 2015 (- 9,4 %). Au final, environ 300 000 nuitées de plus qu'en 2015 ont été enregistrées (+ 0,8 %). Cette embellie globale est surtout concentrée en début d'année (figure 8). Ensuite, de mai à juillet la fréquentation s'est légèrement tassée par rapport à 2015 (- 380 000 nuitées, soit - 2,0 %), bien qu'elle soit très supérieure au creux de 2016 (+ 9,6 %). Ce déficit par rapport à 2015 est dû à la clientèle étrangère : - 600 000 nuitées, soit - 5,1 % au cours des trois derniers mois d'observation, dont - 7,8 % pour le seul mois de juillet, portant leur repli à - 1 % pour les sept mois. La clientèle française a régulièrement retrouvé le chemin de la région francilienne (+ 5,7 % en mai, + 0,2 % en juin puis + 7,8 % en juillet, soit au total 230 000 nuitées de plus). Le

9 Évolution du taux d'occupation des hôtels franciliens

En %



* Fréquentation maximale observée sur la période 2010-2013. Données 2010 à 2013 rétropolées.

Source : Insee, DGE, Comité régional du tourisme, enquête de fréquentation hôtelière.

repli dans la région est principalement observable dans la capitale (- 400 000 nuitées exclusivement étrangères au cours des trois derniers mois). Les taux d'occupation des hôtels, supérieurs à ceux de l'an passé pour chacun des sept premiers mois de l'année, sont relativement proches de ceux de 2015 (figure 9).

La désaffection de la clientèle européenne au cours des sept premiers mois de l'année se traduit par environ 670 000 nuitées en moins par rapport à la même période en 2015 (- 5,9 %). Hors provenance européenne, l'évolution la plus positive en volume reste celle des Américains (+ 232 000 nuitées en sept mois, soit + 7,1 %), devant les clientèles proche-orientale (+ 89 000 nuitées, soit + 9,2 %) et africaine (+ 83 000 nuitées, soit + 13,0 %) et malgré un mois de juillet en demi-teinte (- 1,4 %). En revanche, les Japonais désertent la région (- 200 000 nuitées, soit - 25,4 %). Les Chinois séjournent également moins en Île-de-France (- 59 000 nuitées, soit - 4,1 %), à l'exception de Paris (+ 2,3 % depuis le début de l'année). ■

Contexte national

Le PIB progresse de 0,5 % par trimestre depuis la fin 2016

En France, la croissance est restée stable au deuxième trimestre 2017 (+ 0,5 %, après + 0,5 %). La consommation des ménages a accéléré, l'investissement progresse vigoureusement, mais les exportations, bien qu'en rebond, n'ont pas profité à plein de la demande extérieure en hausse. Le climat des affaires a continué de progresser cet été, s'établissant au plus haut depuis 2011, et la croissance conserverait un rythme solide d'ici la fin de l'année (+ 0,5 % par trimestre), pour atteindre + 1,8 % en moyenne en 2017. L'emploi marchand a continué de progresser vivement (+ 69 000 au T2 après + 52 000 au T1), et ralentirait un peu au second semestre du fait de la suppression de la prime à l'embauche. L'emploi non marchand baisserait quant à lui nettement, du fait de la réduction du nombre d'emplois aidés. Le taux de chômage, qui s'est établi à 9,5 % au deuxième trimestre, reculerait encore légèrement à 9,4 % en fin d'année.

Contexte international

La zone euro comble son retard conjoncturel

L'activité des économies avancées a accéléré au deuxième trimestre 2017, à + 0,7 %, après 0,4 % au trimestre précédent. Aux États-Unis la croissance s'élèverait à + 2,1 % en 2017, après + 1,5 % en 2016, tandis qu'au Japon l'activité prendrait de l'élan (+ 1,6 % en 2017, après + 1,0 % en 2016). La croissance serait également robuste dans les économies émergentes. Dans la zone euro, l'activité continuerait d'accélérer, à + 2,2 % en prévision en 2017 après + 1,7 % en 2016 : elle résisterait au ralentissement du pouvoir d'achat des ménages grâce à la baisse du taux d'épargne notamment en Espagne et en Italie. Au Royaume-Uni en revanche, l'activité serait pénalisée par le ralentissement de la consommation et n'augmenterait que de + 1,5 % en 2017, après + 1,8 % en 2016. Au total, le commerce mondial, qui a déjà nettement accéléré depuis fin 2016, progresserait de 5,4 % en 2017 après + 1,6 % en 2016.

Insee Île-de-France
1 rue Stephenson
78188 Saint-Quentin-en-Yvelines cedex

Directrice de la publication :
Marie-Christine Parent
Rédactrice en chef :
Dalila de Oliveira

ISSN 2416-8637
© Insee 2017

Pour en savoir plus

- Pouget J., Roucher D., « La zone euro comble son retard conjoncturel », *Insee Conjoncture - point de conjoncture*, octobre 2017.
- Abdelmalek S., Debosque M., Rabadeux D., « L'emploi salarié marchand en forte hausse au premier trimestre 2017 », *Insee Conjoncture Île-de-France* n° 16, juillet 2017.

